



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la  
Vendée**

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 2 septembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EARL KER BRETON**

26, La Noiraudière  
85280 LA FERRIERE

**Nos Références : 24-1823 VJ/BB**  
**Code AIOT : 0058501281**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7 août 2024 dans l'établissement EARL KER BRETON, implanté au 26 La Noiraudière - 85280 LA FERRIERE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL KER BRETON
- 26, la Noiraudière - 85280 LA FERRIERE
- Code AIOT : 0058501281
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL KER BRETON est autorisée à exploiter un élevage de volailles relevant du régime de l'autorisation et un élevage de porcs relevant du régime de l'enregistrement au lieu dit "La Noiraudière" sur la commune de la FERRIERE (85), par l'arrêté de prescriptions complémentaires n°19-DRCTAJ/1-249 du 24 mai 2019.

Cette exploitation est soumise à la directive IED. Le dossier de réexamen a été validé le 21 mars 2019.

L'exploitation est autorisée pour un élevage de 52800 volailles (52800 poulets de chair ou 17600 dindes ou 37180 pintades).

L'atelier porcin de type naisseur engraisseur partiel est autorisé pour un effectif de 1589 animaux équivalents (régime de l'enregistrement).

Le site intègre également l'élevage de 40 bovins à l'engraissement (règlement sanitaire départemental).

Concernant l'élevage avicole :

Les volailles sont élevées dans deux bâtiments sur terre battue d'une superficie de 1000 m<sup>2</sup> et 1200m<sup>2</sup>.

Concernant l'élevage porcin :

Les porcs sont élevés dans plusieurs bâtiments divisés en blocs (verraterie-gestantes, maternité, post-sevrage, engraissement).

Le lisier est stocké dans des préfosse et une fosse toutes reliées à la fosse principale construite en 2019 suite à l'augmentation des effectifs porcins. Ces modifications ont donné lieu à l'arrêté de prescription complémentaire en vigueur.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
9	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Demande d'action corrective	3 mois
15	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Conforme
2	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Conforme
3	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Conforme
5	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Conforme
6	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Conforme
7	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Conforme
8	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Conforme
10	Site de traitement spécialisé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30	Conforme
11	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Conforme
12	Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Conforme
13	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	Conforme
14	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Conforme

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de l'EARL KER BRETON dispose de plusieurs bâtiments d'élevage dont certains sont vétustes, mais elle est correctement tenue. Les anomalies majeures concernent la fosse à lisier de l'élevage porcin qui n'a pas été couverte conformément au dossier de demande ainsi que la modification du plan d'épandage qui n'a pas été portée à la connaissance de l'administration. La défense extérieure contre l'incendie concernant les deux bâtiments de volailles doit également faire l'objet d'une validation auprès de SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none"><li>- le registre des risques (art. 14) ;</li><li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;</li><li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li><li>- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li><li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li><li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».</li></ul></li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> <b><u>Elevage avicole IED :</u></b> Le jour de l'inspection, 14994 dindes sont élevées dans les deux bâtiments (8160 mâles et femelles dans le bâtiment n° 757 et 6834 dans le bâtiment n° 694) Cet effectif est conforme à l'arrêté de l'exploitation autorisant l'élevage de 52800 volailles (52800 poulets ou 17600 dindes ou 37180 pintades). <b><u>Elevage porcin soumis au régime de l'enregistrement :</u></b> Le jour de la visite, les effectifs nous sont donnés par l'exploitante via le système d'alimentation des porcs. 192 reproducteurs (truies et verrat), 565 porcs à l'engrais (dont les cochettes non saillies) et 751 porcelets sont présents correspondant à 1291 animaux-équivalents. Cet effectif est conforme à celui pour lequel l'exploitante est autorisée soit 1589 animaux équivalents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Recensement des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium

<p>à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</p> <p>Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un plan des zones à risques a été réalisé par l'exploitante.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Propreté – Insectes – Rongeurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</p> <p>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les locaux, bien que vétustes pour certains, sont nettoyés régulièrement. La dératisation est réalisée par une société spécialisée : AHS aux HERBIERS (85). Un plan de la répartition des appâts dans les bâtiments et leurs abords a été réalisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc, d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li> <li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li> </ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> </ul>

- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Constats :**

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs répartis dans les bâtiments avicoles et porcins. Ces extincteurs ont fait l'objet d'une vérification par l'entreprise SAFE à ESSARTS EN BOCAGE (85) le 29 février 2024 (conforme).

La défense extérieure contre l'incendie n'est pas assurée pour tous les bâtiments. Un poteau incendie référencé 089-0006 est localisé à moins de 200 mètres des bâtiments porcins mais à plus de 200 mètres des deux bâtiments avicoles.

Un point d'eau naturel est toutefois présent à environ 150 mètres de ces deux bâtiments. Il a été acté dans le dernier dossier de demande de modification de l'élevage ayant donné lieu à l'arrêté de prescriptions complémentaires, mais il n'a pas fait l'objet d'une validation par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et n'est pas référencé sur la base départementale de ce service (non conforme).

S'agissant des vannes de barrage de gaz, celle du bâtiment n° 757 qui se trouvait à l'intérieur du bâtiment a bien été déplacé à l'extérieur dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié (conforme).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Prendre contact avec le SDIS afin de faire valider une défense extérieure contre l'incendie concernant les deux bâtiments avicoles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.

Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

**Constats :**

Les installations techniques et électriques ont été vérifiées il y a moins d'un an, l'exploitation employant un salarié. La dernière vérification a été réalisée le 12 avril 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Accès aux installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3

**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie

<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.
<b>Constats :</b> Une corde signale l'interdiction d'accéder aux installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
<b>Constats :</b> L'alimentation en eau de l'élevage se fait via le réseau public et un puits déclaré en 2018. L'arrêté de l'exploitation autorise un prélèvement de 9.6m <sup>3</sup> par jour soit environ 3500m <sup>3</sup> par an. Un compteur a été installé (non inspecté) et fait l'objet d'un relevé mensuel que nous a présenté l'exploitante. Depuis janvier 2024 jusqu'à août 2024, environ 2000m <sup>3</sup> ont été prélevés. Ce volume est cohérent avec l'autorisation de prélèvement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Collecte et stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> Les deux bâtiments de volailles sont conduits sur terre battue. Les eaux de lavage sont donc absorbées par le fumier avant son évacuation. S'agissant de l'élevage porcin, un plan du réseau de collecte est présent dans le dossier de 2019 qui concernait l'augmentation de l'effectif porcin et la construction d'une fosse à lisier couverte. Le lisier de l'ensemble des fosses présentes est dirigé vers la fosse principale construite dans le cadre du projet d'extension. Elle n'a toutefois pas été couverte conformément au dossier (voir point n° 15).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Mise à jour du plan d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.

Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.

Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.

**Constats :**

L'exploitante indique une modification dans son plan d'épandage par le retrait d'un prêteur de terres, l'EARL GENDRILLON et l'ajout d'un nouveau prêteur, l'EARL LE PINIER à La Chaize le Vicomte. Une convention a été signée entre l'EARL LE PINIER et l'EARL KER BRETON mais elle est incomplète (absence du volume d'azote et de phosphore et de la surface mise à disposition pour l'épandage du lisier de porc).

L'exploitante indique qu'un dossier de mise à jour sera transmis à l'administration concernant cette modification.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Un dossier de modification du plan d'épandage devra nous être transmis. Celui-ci devra intégrer les surfaces concernées, les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.

Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie devront être mis à jour.

Si les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Site de traitement spécialisé**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30

**Thème(s) :** Élevage, Dossier

**Prescription contrôlée :**

Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.

**Constats :**

Les fumiers de volailles sont exportées vers une station de compostage agréée via la société ARRIVE ENVIRONNEMENT.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 11 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> Les déchets de l'exploitation sont stockés à l'abri. Les animaux morts de petite taille sont d'abord stockés dans un congélateur dédié à ce seul usage. Avant leur enlèvement par l'équarrisseur, ces animaux sont placés dans un conteneur étanche et fermé disposé sur un emplacement dédié et facilement accessible à l'entrée du site. Les animaux de grande taille sont placés sous une cloche. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
<b>Constats :</b> Les déchets de soins à risques infectieux sont stockés dans des conteneurs appropriés et identifiés avant d'être repris par la société ALCEA à NANTES. Un bordereau de suivi en date du 8 février 2024 nous est présenté. Les autres déchets (bidons vides, sacs...) sont repris par la CAVAC à LA CHAIZE LE VICOMTE (85). Une attestation de remise de déchets datée du 20 juillet 2024 nous est présentée. Les animaux morts sont évacués vers la société SECANIM à BENET (85). Un bordereau d'enlèvement en date du 30 juillet 2024 nous est présenté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Mise en œuvre des MTD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ». Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
<b>Constats :</b> Les MTD ci-dessous ont été contrôlées au regard de celles déclarées dans le dossier de réexamen déclaré conforme par donné-acte du 21 mars 2019. Ces MTD correspondent à celles pour lesquelles l'exploitante s'est engagée : - MTD 25 : La déclaration GERE 2023 a été réalisée. Les émissions d'ammoniac sont estimées à l'aide d'un bilan massique sur l'azote ; - MTD 5 : Les consommations d'eau sont enregistrées ; - MTD 7 : Les eaux résiduaires sont épandues en mélange avec la litière
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Émissions atmosphériques d'ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier ». Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.
<b>Constats :</b> La déclaration GERE 2024 pour l'année 2023 a été réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> En 2018, un dossier de demande d'augmentation d'effectifs avec construction d'un bâtiment de post-sevrage et d'une fosse à lisier couverte a donné lieu à un arrêté de prescriptions complémentaires délivré le 24 mai 2019. Ce dossier intégrait la construction d'une fosse à lisier couverte d'une capacité de 916m <sup>3</sup> utiles. Les plans et documents joints (dont le DEXEL) prenaient en compte la couverture de cet ouvrage. Nous constatons que cette fosse n'est pas couverte conformément au dossier de demande. La structure est toutefois déjà pré-équipée pour accueillir un mât central. L'exploitante indique qu'effectivement cette couverture est prévue mais que disposant d'une capacité de stockage supérieure à la réglementation (9 mois), elle n'a pas jugé nécessaire de la couvrir immédiatement.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Couvrir la fosse à lisier conformément aux plans et autres documents joints au dossier.
<b>Type de suites proposées : Avec suites</b>
<b>Proposition de suites : Demande d'action corrective</b>
<b>Proposition de délais : 6 mois</b>

